



ACTE D'ENGAGEMENT

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

**Maîtrise d'œuvre pour la mise en place du
réarmement à distance sur le réseau de la Direction
Territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval (DTBS)**

Cadre réservé à l'acheteur

CONTRAT N°[illegible]

NOTIFIE LE

..... / /

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval
Unité territoriale d'itinéraire Seine Amont
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

*L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date de remise des offres
(mois 0) soit Septembre 2025*

SOMMAIRE

1 - Identification de l'acheteur.....	3
2 - Identification du co-contractant.....	3
3 - Dispositions générales	5
3.1 - Objet.....	5
3.2 - Mode de passation	5
3.3 - Forme de contrat.....	5
4 - Prix.....	5
5 - Durée de l'accord-cadre	6
7 - Nomenclature	7
8 - Signature.....	7
ANNEXE N° 1 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS	10

1 - Identification de l'acheteur

Nom de l'organisme : VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval.

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :
Monsieur Le Directeur Territorial du Bassin de la Seine et Loire aval.

Ordonnateur : Monsieur Le Directeur Territorial du Bassin de la Seine et Loire aval.

Comptable assignataire des paiements : Madame l'Agent Comptable secondaire de la Direction Territoriale
du Bassin de la Seine et Loire aval
Voies Navigables de France
18 quai d'Austerlitz
75013 PARIS

2 - Identification du co-contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'accord-cadre indiquées à l'article "pièces contractuelles" du Cahier des clauses administratives particulières qui fait référence au CCAG - Fournitures Courantes et Services et conformément à leurs clauses et stipulations ;

☐ Le signataire (Candidat individuel),

M / Mme	
Agissant en qualité de	

☐ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse	
Courriel	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

☐ engage la société sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse	

Courriel	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

☐ Le mandataire (Candidat groupé),

M / Mme	
Agissant en qualité de	

désigné mandataire :

☐ du groupement solidaire

☐ solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse	
Courriel	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

S'engage, au nom des membres du groupement ¹, sur la base de l'offre du groupement,

à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

(1) Cette annexe est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire et elle est recommandée dans le cas de groupement conjoint

3 - Dispositions générales

3.1 - Objet

Le présent Acte d'Engagement concerne :

la maîtrise d'œuvre pour la mise en place du réarmement à distance sur le réseau de la Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval (DTBS)

Le marché consiste à réaliser la maîtrise d'œuvre de la mise en place du réarmement à distance (depuis un Poste de Conduite Centralisée) sur le réseau de la Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval. Le réarmement permet, après prise de connaissance du contexte par visualisation des images de l'écluse en question et échange vocal avec l'utilisateur concerné par l'évènement, de mettre l'écluse dans une position qui permettra à l'utilisateur de continuer ou reprendre son processus de franchissement, dans des conditions de sécurité maximales.

AVP - Etudes d'avant-projet

PRO - Etudes de projet

ACT - Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux

VISA - l'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs

DET - la direction de l'exécution des contrats de travaux

AOR - assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement

3.2 - Mode de passation

La procédure de passation est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

3.3 - Forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bon de commande.

4 - Prix

Les prestations seront rémunérées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le coût prévisionnel des travaux est fixé à : xxxxx

Le forfait de rémunération provisoire est fixé à :

Mission	Forfait HT	Taux TVA	Forfait TTC	Pourcentage de rémunération
AVP				
PRO				

(1) Date et signature originales

ACT DCE				
VISA				
DET				
AOR y compris GPA				

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Le montant minimum et maximum des prestations de l'accord-cadre est défini(e) comme suit :

Minimum HT	maximum HT
150 000	990 000

Chaque bon de commande est passé sur la base d'un prix provisoire. Le prix provisoire est défini sur la base du budget prévisionnel des travaux.

Le prix devient définitif après établissement du coût prévisionnel des travaux dans le cadre de la mission AVP. Le coût prévisionnel définitif des travaux sera proposé par le MOE et validé par le maître d'ouvrage. Un bon de complémentaire sera alors passé uniquement en cas d'augmentation de la rémunération du titulaire.

En cas de diminution de la rémunération du titulaire, les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement exécutées. Par conséquent, le bon de commande ne sera pas payé dans son intégralité.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération objet du présent contrat ou de ses avenants.

5 - Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre et le délai d'exécution des missions ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution sont fixés dans les conditions de l'article 6 du CCAP.

6 - Paiement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre de l'exécution des prestations en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants :

Titulaire du compte	
Prestations concernées	
Domiciliation	
Code banque	
Code guichet	
N° de compte	

(1) Date et signature originales

Clé RIB	
IBAN	
BIC	

Titulaire du compte	
Prestations concernées	
Domiciliation	
Code banque	
Code guichet	
N° de compte	
Clé RIB	
IBAN	
BIC	

En cas de groupement, le paiement est effectué sur ¹ :

- ☐ un compte unique ouvert au nom du mandataire ;
- ☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du CCAP s'appliquent.

7 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
50332000-1	Services d'entretien d'infrastructures de télécommunications

8 - Signature

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

(1) Date et signature originales

Je déclare avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et notamment des dispositions relatives à l'action obligatoire d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Je m'engage, si je suis déclaré attributaire de ce marché, à :

- réserver, dans l'exécution du marché, un nombre d'heures d'insertion, tel qu'indiqué dans le cahier des clauses administratives particulières ; à savoir, au minimum 5 heures d'insertion par tranche de 10 000€ hors taxes. La clause d'insertion ne sera mobilisée que lorsque le montant cumulé des bons de commande atteindra un montant de 130 000 euros hors taxes, équivalent à 65 heures d'insertion.
- à prendre contact avec les facilitateurs des clauses sociales du lieu des travaux à réaliser, désigné à l'article 12 du cahier des clauses administratives particulières ou du contrat, afin de préciser les modalités de mise en œuvre de la clause ;
- à fournir, à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou des facilitateurs des clauses sociales, et dans le délai imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action d'insertion.

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation de l'accord-cadre à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-14 du Code de la commande publique.

A

Le

Signature du candidat, du mandataire ou des membres du groupement avec cachet de la société

L'AUTORITE CHARGÉE DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE

A Paris,

Le

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée

A

Le

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur, habilité par un arrêté du

NANTISSEMENT OU CESSION DE CRÉANCES

(1) Date et signature originales

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

☐ La totalité du marché dont le montant est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :
.....
.....

☐ La totalité du bon de commande n° afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et lettres) :
.....
.....

☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (indiquer en chiffres et en lettres) :
.....
.....

☐ La partie des prestations évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :
.....
.....

et devant être exécutée par : en qualité de :

☐ membre d'un groupement d'entreprise

☐ sous-traitant

A
Le

Signature ¹

(1) Date et signature originales

ANNEXE N° 1 : DÉSIGNATION DES CO-TRAITANTS ET RÉPARTITION DES PRESTATIONS

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant HT	Taux TVA	Montant TTC
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	Totaux			